L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 6 DECEMBRE 1876.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
MERCREDI MATIN, 6 DECEMBRE

VENTES A L'ENCAN PE UR JOUR.

Par D. E. Morphy & Son, aux Nos 108 et 110 de la rue des Magasins—cadeaux de Noël.

☞ Le public est invité à assister à la grande vente de cadeaux de Noël et de 1er de l'an que font MM D. E. Morphy & Son, encanteurs, ce matin, à 11 heures, à leur salle d'encan, Nos 108 et 110 de la rue des Magasins.

SPECTACLES.

Mercredi, 6 décembre 1876.

VARIÉTÉS—David Garrick.
ACADÉMIE—A midi et le soir, Marti, or the Estranged.
HALLE GRUNWALD—A midi et le soir, Prof. Harts, prestidigitateur.

Le Message du Président Grant.

On trouvera plus loin la traduction du message du président Grant. (Nous avons abrégé un peu des passages les moins importants.)

Ce document désappointera singulièrement ceux qui s'attendaient à y trouver les vues du président sur la situation. Un panégyrique de l'administration de Grant, l'éloge de ses politique à l'égard des Indiens (*proh pudor!*), un résumé des rapports des divers départements, quelques banalités sur l'Exposition, quatre ou cinq lignes sur l'élection présidentielle, des recommandations en faveur du suffrage restreint, à l'égard des étrangers principalement, et un pompeux éloge du projet d'annexion de Saint Domingue, manqué par la faute du Sénat, voilà en quoi consiste le huitième et dernier message de U. S. Grant.

On assure que le Président a écrit lui-même son message; eh bien! franchement, on s'en aperçoit, car il n'est pas un politicien de village qui n'en pût pas mieux faire. La pauvreté du fonds n'est dégénérée par aucun artifice de forme. Le tout est d'une platitude désespérante.

Grant a voulu parler lui-même au peuple américain avant de quitter le pouvoir et il s'est montré dans toute sa nullité comme homme d'Etat. Sa seule habileté a consisté à passer sous silence ses abus de pouvoir et ses crimes politiques et à rester muet sur le rôle qu'il se propose de jouer dans l'installation de son successeur.

Cependant, il a émis une opinion qui peut avoir une certaine portée. "Il n'existe, a-t-il dit, aucun remède pour contester le vote d'un Etat." Il nie ainsi au Congrès le droit d'apprécier la validité du vote d'un Etat, malgré les précédents établis à ce sujet. C'est là le seul point important du Message pour éclairer la situation actuelle. Si les certificats reçus à Washington et endossés par les gouverneurs, donnent la majorité à Hayes, Grant n'admettra pas que le Congrès ait le pouvoir d'examiner si ces certificats constatent le vote réel de chacun des Etats; il considérera Hayes comme son successeur et ne reconnaîtra que lui comme tel. Telle est du moins la conclusion apparente à tirer de cette phrase.

Grant est en faveur du suffrage restreint: il veut que tout électeur sache lire et écrire l'anglais, mais il n'entend pas enlever le droit de vote à ceux qui l'ont déjà et sa recommandation est principalement dirigée contre les étrangers qu'il paraît détester.

Le Président a sur le cœur le refus du Sénat de ratifier son projet de traité pour la cession d'une partie de Saint-Domingue et il se donne la puérile satisfaction d'énumérer les avantages imaginaires que les Etats-Unis et surtout les noirs eussent retirés de cette annexion.

Telle est la conclusion du huitième et dernier message, mon Dieu! message de ce président qui a été étrangement et si fatalement abusé du pouvoir qu'à deux reprises différentes un peuple égaré lui a confié.

L'œuvre d'infamie.

Le Bureau des Retours a terminé hier son travail secret de manipulation des votes de la Louisiane, et on assurait, hier soir, d'une source qui était donnée comme indubitable, qu'il avait trouvé moyen de fabriquer aux électeurs de Hayes une majorité sur les électeurs de Tilden.

Nous attendons, cependant, la promulgation officielle du résultat avant de nous livrer aux réflexions que doit inspirer ce nouvel attentat à la souveraineté du peuple de la Louisiane, cet escamotage d'une majorité de huit mille voix, ce défi porté à 83,000 électeurs, dont le verdict est ainsi renversé sans souci des conséquences.

Nouvelles du Mexique.

Confirmation de la nouvelle d'une bataille près de Monterey.

Le Général Diaz dans la capitale.

Une dépêche de Brownsville annonce au *News* de Galveston qu'une bataille a eu lieu, près de Monterey, entre les forces de Canales et celles que commandait Martinez: elle a été sanglante. Huit cents cadavres sont restés sur le champ de bataille. Les deux armées ont perdu plus de deux mille hommes en tués, blessés et manquants. Le Gén. Lopereua, un des meilleurs officiers de Canales, a été tué dans la dernière charge.

Cortina a sommé Revueltas de se rendre et s'est prononcé pour Iglesias.

Le bruit court que le général Alatorre a essuyé une défaite écrasante; que la ville de Mexico est isolée; qu'un grand nombre des plus solides généraux de Lerdo l'ont abandonné.

Diaz agit de concert avec Iglesias et la situation de Lerdo semble désespérée.

—Nous trouvons dans le *News* la dépêche suivante qui lui a été transmise de la ville de Rio Grande:

Un courrier qui vient d'arriver de l'intérieur apporte la nouvelle que le général Diaz a occupé la ville de Mexico, que Lerdo et ses ministres ont pris la fuite et se sont dirigés vers l'Ouest. Cela demande confirmation, mais il n'est guère probable qu'on doutât, car les troupes fédérales ont été battues dans plusieurs rencontres qu'elles ont eues dernièrement avec les insurgés.

RAPPORT DU SECRÉTAIRE DU TRESOR—Nous avons reçu hier du bureau du collecteur de la Douane, un exemplaire du rapport annuel du Secrétaire du Trésor; nous en donnerons l'analyse dans un prochain numéro.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—Il est un juge infaillible en fait d'art, c'est la foule. La foule, c'est tout le monde, et quand tout le monde est du même avis, il faut bien que la critique récalcitrante se soumette et s'avoue vaincue. Or, la foule se porte à toutes les représentations de Sothern, et l'applaudit et l'acclame. M. Sothern est un véritable comédien, et le public orléanais qui s'y entend à en l'apprécier à sa juste valeur. "Hornet's Nest" a été encore pour lui, hier soir, l'occasion d'un légitime succès. Il jouera aujourd'hui dans "David Garrick," et jeudi, dans "Home," jolie comédie de Robertson.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Ce n'est pas la faute de Mme Bowers si l'Académie n'est pas comble tous les soirs. Elle a bien le talent qui s'impose, mais il lui faut lutter contre la température rigoureuse qui sévit depuis quelques jours et qui rend le coin du feu si cher aux frileux habitants de la Nouvelle-Orléans. En revanche, Mme Bowers a le plaisir de jouer devant un public d'élite. Elle a su se faire applaudir dans "Marti," et il faut convenir qu'elle rend ce rôle avec un talent remarquable. Elle a été extrêmement touchante dans la scène d'adieu du quatrième acte. M. J. McCollom méritait également des éloges pour la manière dont il a interprété son rôle "Marti" sera joué aujourd'hui en matinée et dans la soirée.

MESSAGE
DU
Président des Etats-Unis
Au Sénat et à la Chambre des Représentants:

HUITIÈME ET DERNIER MESSAGE.

En présentant mon huitième et dernier Message annuel au Congrès, il semble convenable que je rappelle et que je récapitule, en quelque sorte, les événements et les actes officiels des huit dernières années.

COUP-D'ŒIL RÉTROSPECTIF.

J'ai eu la bonne ou la mauvaise fortune d'être appelé aux fonctions de chef du pouvoir exécutif sans avoir aucune éducation politique préalable. Depuis l'âge de 17 ans, je n'avais jamais été même témoin de l'agitation qui caractérise une campagne présidentielle que deux fois avant ma propre candidature et à une seule seulement j'avais le droit de voter. Dans ces circonstances il n'est que raisonnable de supposer que j'ai dû commettre des erreurs de jugement, et rien même que je n'en sens pas comme, des différences d'opinion devaient surgir entre l'Exécutif tenu par son serment au strict accomplissement de ses devoirs et les écrivains et les orateurs.

Ce n'est pas nécessairement une preuve que l'Exécutif s'est trompé parce que ces différentes manières de voir existent.

Des erreurs ont été commises comme tout le monde le voit et comme je l'admets, mais il me semble que le plus souvent elles ont consisté dans le choix des assistants nommés pour aider à remplir les différents devoirs pour l'administration du gouvernement, désignés dans presque tous les cas sans connaissance personnelle avec l'individu nommé, mais sur les recommandations des représentants choisis directement par le peuple. Il est impossible lorsqu'il y a beaucoup de postes de confiance à distribuer, que l'on puisse choisir dans tous les cas les personnes qui conviennent le mieux.

L'histoire montre qu'aucune administration, depuis le temps de Washington jusqu'à présent, n'a été exempte de ces erreurs. Mais je laisse les comparaisons à l'histoire, prétendant seulement que j'ai agi, dans tous les cas, avec un désir consciencieux de faire ce qui était juste, constitutionnel, dans les limites de la loi et dans l'intérêt de tout le peuple. Là où j'ai failli ça été par erreur de jugement, non par intention.

Il faut dire aussi que ma carrière civile a commencé à une époque très critique et très difficile. Moins de quatre ans avant le pays venait de sortir d'un conflit, tel qu'aucune autre nation n'a jamais survécu à une lutte pareille. Près d'une moitié des Etats s'étaient révoltés contre le gouvernement et dans ceux qui étaient restés fidèles à l'Union, une forte proportion de la population avait sympathisé avec la rébellion et avait formé un "ennemi par derrière" presqu'aussi dangereux que l'ennemi plus honorable qui était en face.

Ces derniers commettaient des erreurs de jugement mais ils les soutenaient ouvertement et courageusement. Les premiers recevaient la protection du gouvernement qu'ils désiraient voir détruit et ils recueillaient tous les avantages pécuniaires qui pouvaient résulter de l'état de choses existant, beaucoup d'entr'eux en obtenant des contrats et en escroquant le gouvernement dans la livraison de leurs marchandises.

Immédiatement après la cessation des hostilités, le noble Président d'alors qui avait conduit jusque là le pays à travers des périls, tomba martyr de son patriotisme sous les coups d'un assassin.

LA RECONSTRUCTION.

Le temps qui s'écoula ensuite jusqu'à ma première inauguration fut rempli par des querelles entre le Congrès et le nouveau chef de l'Exécutif relativement au meilleur mode de reconstruction ou pour parler franchement, sur le point de savoir si le contrôle du gouvernement devait être jeté immédiatement dans les mains de ceux qui venaient de tenter, si récemment et avec tant de persistance, de le détruire, ou bien si les vainqueurs devaient continuer à avoir une voix égale avec eux dans ce contrôle. La reconstruction, telle qu'elle a été arrêtée finalement, signifie celle et rien que cela, sauf que les anciens esclaves ont été affranchis, ce qui était supposé devoir donner une augmentation aux votes des amis et des soutiens de l'Union, car ils étaient été libres dans le sens complet du mot, ils n'étaient pas déçu cet espoir.

CE QU'A ACCOMPLI GRANT.

De là au commencement de ma première administration, l'œuvre de reconstruction, grandement embarrassé, par de longs délais, commença virtuellement. C'était l'œuvre de la branche législative du gouvernement. Il ne m'appartenait que d'approuver ses actes, ce que je fis cordialement, pressant les législatures d'Etats qui ne l'avaient pas encore fait, de ratifier le quinzième amendement à la Constitution.

Le pays avait à supporter une dette contractée pour la suppression de la rébellion, et la taxation était si oppressive qu'elle décourageait la production. Un autre danger nous menaçait aussi—une guerre étrangère.

Il fallait arranger cette dernière difficulté et elle a été arrangée sans guerre et d'une manière hautement honorable pour toutes les parties intéressées. Les taxes ont été réduites, depuis les sept dernières années, de près de 300 millions de dollars, et la dette nationale a été réduite, dans le même espace de temps, de plus de 435 millions de dollars. Par la conversion de la dette consolidée 6 0/0 en bons portant 5 et 4 1/2 pour cent d'intérêt, l'intérêt annuel a été réduit de plus de 130 millions de dollars en 1889 à un peu plus de 100 millions en 1876.

La balance du commerce a été changée de plus de 130 millions contre les Etats-Unis en 1869 à plus de 180 millions de dollars en notre faveur en 1876. On a la confiance que la balance du commerce en faveur des Etats-Unis augmentera et ne diminuera pas et que l'engagement du Congrès de reprendre les paiements en espèces en 1879 sera facilement rempli, même en l'absence d'une nouvelle législation, très désirée, sur ce sujet.

POLITIQUE INDIENNE.

Il a été adopté, à l'égard des Indiens habitant une grande partie du territoire des Etats-Unis, une politique qui a été humaine et qui a efficacement mis fin aux hostilités indiennes dans tout le pays excepté dans une partie du Nebraska et des territoires de Dakotah, Wyoming et Montana, et de la région des Black Hills et du voisinage.

Les hostilités dans ces endroits sont venues de la cupidité des blancs qui ont violé nos traités en allant à la recherche de l'or. On pourrait demander pourquoi le gouvernement n'a pas fait respecter les termes du traité qui interdisait aux blancs l'occupation de la région des Black Hills. La réponse est simple: Les premiers émigrants qui sont allés aux Black Hills ont été écartés par les troupes, mais des rumeurs de riches découvertes d'or ont attiré dans cette région de nouveaux émigrants plus nombreux.

On trouvait l'or en quantité rémunératrice, et un nouvel effort pour écarter les mineurs n'aurait eu d'autre résultat que de faire déserter le gros des troupes qui seulement été envoyées dans ce but. Toutes les difficultés à ce sujet ont, cependant, été résolues, sauf l'approbation du Congrès par un traité qui cède les Black Hills et les environs pour la colonisation par des citoyens. Le sujet de la politique indienne et le traitement des indiens est si complètement traité par le secrétaire de l'Intérieur et le commissaire des affaires indiennes et mes vues y sont si bien exprimées que je renvoie à leurs rapports et à leurs recommandations comme étant les miennes.

RELATIONS ÉTRANGÈRES.

Les relations des Etats-Unis avec les Puissances étrangères continuent d'être amicales. Il n'est élevé de temps en temps des questions extérieures, mais les Etats-Unis se sont heureusement dégagés, l'année dernière, des complications et des embarras qui ont entouré d'autres Puissances. La correspondance diplomatique jointe à ce Message renferme des informations sur les affaires qui ont occupé le gouvernement.

Rien n'a mieux démontré la cordialité de nos relations extérieures que la participation générale des nations étrangères à l'exposition qui vient de se fermer, et les efforts qu'ont faits des puissances dégrées pour montrer l'intérêt et l'amitié qu'elles portent aux Etats-Unis à l'occasion d'un légitime succès. Il jouera aujourd'hui dans "David Garrick," et jeudi, dans "Home," jolie comédie de Robertson.

Tout en appréciant la nécessité d'une saine économie dans le service diplomatique, comme dans les autres branches du gouvernement, je ne puis m'empêcher de conclure que dans quelques cas le retrait de ces crédits aboutira à une dispendieuse économie, et que les faibles réductions opérées par les changements de titres dans certaines postes diplomatiques ne compenseront pas la perte d'influence que cette mesure entraînera pour les diplomates intéressés. Je crois qu'un nouvel examen du sujet fera modifier dans quelques cas les conclusions auxquelles le Congrès s'est arrêté dans la dernière session.

RÉCLAMATIONS DE L'ALABAMA.

La commission chargée des réclamations de l'Alabama dont une loi de la dernière session a continué les pouvoirs jusqu'au 1er janvier 1877 a poursuivi ses travaux avec diligence, et à la satisfaction générale; d'après un rapport du greffier de cette cour joint à ce message et portant la date du 14 novembre 1876, il paraît que dans le délai accordé par la loi, la cour aura décidé toutes les réclamations qui lui ont été soumises. Ce rapport renferme en outre un résumé des résultats généraux des travaux de la cour jusqu'à la date qu'il porte.

RECTIFICATION DE LA FRONTIÈRE DU NORD.

Je suis en mesure d'affirmer que les travaux de la commission mixte chargée de fixer la ligne frontière entre les Etats-Unis et la Grande Bretagne, depuis l'angle nord-ouest du lac des Bois jusqu'aux Montagnes Rocheuses, commencés en 1873 ont été achevés. La convention finale des commissaires ainsi que les cartes ont été dûment signées.

La fixation de la frontière sur la côte du Pacifique par le Traité de 1846 a été conformément à la décision arbitrale de l'Empereur d'Allemagne, en vertu de l'article XXXIV du traité de Washington, ainsi que l'achèvement des travaux de cette commission compétent et fixent la frontière entre les Etats-Unis et les possessions anglaises, excepté du côté du territoire cédé par la Russie aux Etats-Unis par le traité de 1867. L'œuvre confiée aux commissaires et aux officiers de l'armée attachés à la commission a été accomplie d'une manière satisfaisante.

LA QUESTION D'EXTRADITION AVEC L'ANGLETERRE.

Je réserve pour une communication adressée au Congrès, un exposé de l'état des questions qui ont été soulevées récemment avec la Grande Bretagne relativement à l'extradition des criminels fugitifs en vertu d'un traité de 1842.

TRAITÉ DE COMMERCE AVEC LA TURQUIE.

Le gouvernement ottoman, en date du 17 janvier 1874, nous a notifié son désir de mettre fin au traité de commerce et de navigation de 1862, conformément à l'article XXII de ce traité. Cette notification a mis fin à ce traité le 5 juin 1875. Le gouvernement a cherché à en négocier un autre.

Par un acte du Congrès du 22 mars 1874, il a été autorisé, quand il recevrait des informations favorables sur l'organisation de nouveaux tribunaux en Turquie ou en Egypte, capables d'assurer aux citoyens américains une justice aussi impartiale que celle que leur garantissait l'exercice des fonctions judiciaires par les fonctionnaires diplomatiques et consulaires des Etats-Unis, de prendre la loi du 22 juin 1860 et à accepter pour les citoyens américains la juridiction des nouveaux tribunaux; le gouvernement ayant reçu des informations satisfaisantes sur l'organisation des nouveaux tribunaux en Egypte, j'ai fait publier une proclamation l'invite votre attention spéciale sur les recommandations faites par le secrétaire de la guerre: 1°, transfert des bureaux du quartier-maître et du commissariat-général à la commission des réclamations du Sud pour fournitures prises par l'armée pendant la guerre.

2° Sanction par le Congrès du plan pour les annuités aux familles des officiers morts, et l'organisation du service des signaux; 3° Concentration des manufactures d'artillerie à trois arsenaux.

A cette décision, j'appelle encore votre attention sur la nécessité d'une législation relative aux mariages de citoyens américains contractés à l'étranger, et réglant l'état civil des femmes américaines qui épousent des étrangers, ainsi que des enfants nés de parents américains résidant à l'étranger.

RÉCLAMATIONS DES ÉTRANGERS.

Je répète également ma recommandation qu'il soit pourvu à l'abolition et au règlement des justes réclamations existant déjà, d'étrangers contre le gouvernement des Etats-Unis, dans une limite raisonnable, et de celles qui pourraient survenir. Bien que par les dispositions actuelles de la loi, un règlement étranger puisse recourir à la Cour des réclamations dans certains cas, l'absence d'aucune disposition générale sur ces cas et d'un tribunal expérimenté sur la manière de disposer de ces affaires d'après les principes fixes et reconnus, fait ce qu'il n'y a pas de remède dans des cas dignes d'attention, ou exige que l'affaire soit jointe au consentement par le Congrès et par les départements compétents du gouvernement. On croit que les autres gouvernements sont plus avancés que celui des Etats-Unis sur cette question, et que la pratique actuellement adoptée n'est nullement satisfaisante.

LE NOUVEL ETAT DU COLORADO.

Le Congrès, par une loi approuvée le 3 mars 1875, a autorisé les habitants des territoires du Colorado à former un gouvernement d'Etat sous le nom d'Etat du Colorado, et a statué sur l'admission de cet Etat dans l'Union sur le même pied que les Etats primitifs. Une constitution ayant été adoptée et ratifiée par le peuple de cet Etat, et le gouvernement n'ayant certifié les faits avec une copie de la constitution et des ordonnances, conformément aux prescriptions légales, j'ai lancé une proclamation le 1er août 1876, dont copie est ci-annexée.

LE DÉPARTEMENT DE LA GUERRE.

Le rapport du secrétaire de la guerre montre que l'armée a été activement occupée à soumettre certaines hordes d'indiens Sioux et à préserver la paix dans le Sud pendant l'élection.

Le rapport de la commission sur la réorganisation de l'armée est en préparation, mais il ne pourra être présenté, comme la loi le requiert le premier jour de la session et je demande une prolongation du temps jusqu'au 20 janvier 1877. La proposition du gouvernement de la marine est retardée jusqu'à la présentation de ce rapport.

Par la loi de 18 août 1876 la force de cavalerie a été augmentée de 2000 hommes, à la condition qu'ils seraient déchargés à la fin des hostilités. En vertu de cette autorisation les trois régiments de cavalerie ont été renforcés et une partie de ces régiments ont eu campagne poursuivant les restes des bandes d'indiens.

Les évaluations présentées sont d'environ six millions en sus des allocations pour les années 1874, 1875, 1876. Cette augmentation est demandée afin de pouvoir faire des dépenses des Fédérites faite à la force de cavalerie, et de continuer économiquement les travaux à des bâtiments publics importants, d'armer des fortifications et de manœuvrer de parmes armes et de répartir le département des fournitures.

J'invite votre attention spéciale sur les recommandations faites par le secrétaire de la guerre: 1°, transfert des bureaux du quartier-maître et du commissariat-général à la commission des réclamations du Sud pour fournitures prises par l'armée pendant la guerre.

2° Sanction par le Congrès du plan pour les annuités aux familles des officiers morts, et l'organisation du service des signaux; 3° Concentration des manufactures d'artillerie à trois arsenaux.

PORTS ET RADES.

Les allocations pour les améliorations aux ports et rivières pour l'année courante étaient de 5,015,000 dollars. Avec mon approbation, le Secrétaire de la Guerre a entamé de dépenser deux millions sur ce montant, et de ne commencer ni continuer aucun ouvrage qui n'ait une importance nationale. Subséquemment, ce montant a été porté à 2,200,000 et les travaux marchent sur cette base.

L'amélioration à la Passe du Sud du Mississippi, sous la direction de James B. Eads et de son associé progresse favorablement. Il y a eu en mouvement un chenal de 30 pieds de profondeur, entre les jetées à l'embouchure, de 18 pieds et 1/3 à la tête de la passe, et de quatre des chenaux n'ayant pendant la largeur requise pour que les payements puissent être faits par les Etats-Unis.

Une commission d'officiers ingénieurs examine en ce moment ces travaux, et le rapport qu'elle doit faire sera présenté aussitôt qu'il sera reçu.

MARINE.

Le rapport du secrétaire de la marine montre que cette branche du service est dans un aussi bon état que possible, avec les moyens et l'unité dont le département dispose. Il y a actuellement impossibilité de rivaliser avec les établissements navals et les progressions des grandes puissances européennes. Aucune augmentation de notre marine ne saurait être faite depuis la guerre, excepté la construction de huit petits croiseurs pour en remplacer d'autres qui ne valaient plus rien. Cependant, nous ne pouvons pas faire de mieux avec les moyens dont on dispose, et en se contentant de substituer quelques-uns de ces vieux navires, où réparant et équipant complètement notre flotte de monitors, la marine a été portée à un état mise dans un état où elle se maintient pas en position relative parmi les marines européennes de ce monde, elle est maintenant dans une condition que personne ne peut s'imaginer qu'elle pu l'être pleinement et plus efficaces qu'elle pu l'est jamais.

Quand les nouveaux gros navires seront achevés, ils ne pourront être repaires que par le service actif que lorsque les fonds nécessaires auront été votés. Lorsque toutes les réparations seront terminées, notre marine alors sera puissante tout à la fois pour une action défensive et offensive. On n'est plaint du secrétaire de la marine, et je l'en félicite, parce qu'il n'a pas fait davantage, mais ici gens ne doit être comprise qu'il a fait beaucoup avec de fort petits moyens.

LES POSTES.

Les dépenses du département général des postes pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1876 ont dépassé les recettes de $4,151,966 06. Les dépenses pour l'année finissant le 30 juin 1877 sont estimées à $36,932,436 43 et le revenu pour la même période est estimé à $32,645,736 43, ce qui est un déficit de $6,076,267 43.

Le directeur des Postes, comme son prédécesseur, est convaincu qu'un changement dans la base de fixation des salaires des maîtres de poste de la quatrième classe aurait bien que pour le bien du service aussi bien que pour les intérêts du gouvernement, et il recommande instamment que les salaires de la classe des maîtres de poste ci-dessus mentionnés soient basés sur les affaires respectives de leurs bureaux.

Les recettes du département pendant les trois dernières années ont augmenté de plus de huit pour cent en moyenne, pendant que l'augmentation des dépenses a été d'environ 55 pour cent par an et la diminution du revenu de près de 3 pour cent par an.

DÉPARTEMENT D'AGRICULTURE.

Le rapport des commissaires d'agriculture est d'un vif intérêt; il indique le progrès du dernier siècle. Les ressources qui ont été acquises et des machines perfectionnées qui aide l'agriculture à se familiariser avec la chimie, la botanique, l'entomologie, etc. Une partie de ce rapport indique aux personnes qui s'intéressent à la prospérité de l'agriculture les articles dont la production excède la demande du monde et s'y vendent avec ce qu'ils ne coûtent, et ceux qui, à cause de l'abondance d'une production excessive, rapportent plus qu'ils ne coûtent.

Le département a trente d'une nouvelle galerie où seraient déposés les articles qui proviennent de l'Exposition et ceux que beaucoup de nations étrangères ont donné aux Etats-Unis.

L'EXPOSITION.

L'Exposition internationale qui a eu lieu à Philadelphie en commémoration du centième anniversaire de l'Indépendance des Etats-Unis a été couronnée de succès et cela, sans doute, en partie, à la position avantageuse qui a été prise par les Etats-Unis dans les arts, les sciences et les machines.

Elle a établi que nous ne sommes guère dépassés par les autres nations dans une branche de l'œuvre et les produits de l'ouvrage, mais à l'ouest de Philadelphie des citoyens de toutes les parties de notre pays—ce qui est un bienfait pour la prospérité de tout ce pays.

Quand le nouveau gros navires seront achevés, ils ne pourront être repaires que par le service actif que lorsque les fonds nécessaires auront été votés. Lorsque toutes les réparations seront terminées, notre marine alors sera puissante tout à la fois pour une action défensive et offensive. On n'est plaint du secrétaire de la marine, et je l'en félicite, parce qu'il n'a pas fait davantage, mais ici gens ne doit être comprise qu'il a fait beaucoup avec de fort petits moyens.

—Il paraît que tous [illegible] de la grande [illegible] de Pittsburgh a été une très [illegible] de Cincinnati, dans laquelle il n'est perdu environ [illegible] mille francs.

L'Allemagne ne paraît pas disposée à s'imposer [illegible] pour [illegible] l'entreprise. Le palais de [illegible] devenir une [illegible] de [illegible] et une [illegible].

—On lit dans le *Figaro*:

M. Alphonse Karr réclame [illegible] de l'Edénat [illegible] nouveauté. On sait [illegible] que, dans la question, l'[illegible] n'a pris [illegible] de [illegible] [illegible] [illegible]